

- ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

COMITÉ POUR L'EXERCICE DES DROITS INALIÉNABLES DU PEUPLE
PALESTINIEN, 381E SÉANCE – APRÈS-MIDI

M. Fodé Seck, du Sénégal, est réélu Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien

Le Représentant permanent du Sénégal auprès des Nations Unies, M. Fodé Seck, a été réélu, aujourd'hui, par consensus, Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien pour un nouveau mandat d'un an.

Le Comité a aussi réélu à l'unanimité M. Mahmoud Saikal, de l'Afghanistan; Mme Anayansi Rodríguez Camejo, de Cuba; M. Dian Triansyah Djani, de l'Indonésie; M. Neville Melvin Gertze, de la Namibie; et Mme María Rubiales de Chamorro, du Nicaragua, Vice-Présidents du Comité. Le représentant de Malte, M. Carmelo Inguanez, est réélu Rapporteur du Comité.

Dans sa déclaration après sa réélection, le Président du Comité a paraphrasé le Représentant spécial du Secrétaire général pour le Moyen-Orient qui « a dressé, ce matin même, au Conseil de sécurité, un tableau peu reluisant de la situation en Palestine ».

« C'est dire, a ajouté M. Fodé Seck, si les défis importants qui continueront de se poser à nous dans la recherche d'une solution juste et durable à ce différend ne doivent pas occulter le fait que l'absence de solution à ce conflit induit un défi encore plus complexe car potentiellement porteur de risques sérieux pouvant déboucher sur des phénomènes incontrôlés comme l'extrémisme violent et le terrorisme; phénomènes qui peuvent avoir pour cibles les populations civiles israéliennes comme palestiniennes et d'autres parties du monde. »

Le Président du Comité a ensuite invité tous les acteurs « à ne pas fléchir dans l'engagement et la détermination à atteindre le but ultime de l'édification d'un État palestinien souverain viable et indépendant avec Jérusalem-Est comme capitale, vivant côte à côte avec l'État d'Israël, en paix et en sécurité, dans des frontières internationalement reconnues et garanties ».

La Chef de cabinet du Secrétaire général, Mme Maria Luiza Ribeiro Viotti, qui s'exprimait au nom de M. António Guterres, s'est réjouie que le Comité ait toujours plaidé pour la solution des deux États au moment où après 60 ans d'occupation, cette solution s'éloigne de plus en plus. Les Nations Unies continueront de soutenir ce processus vigoureusement, a assuré Mme Ribeiro Viotti.

Elle a souhaité que les prochaines élections de mars en Palestine, annoncées par les autorités palestiniennes, soient une occasion notamment de renouveler la légitimité des autorités et de favoriser la réconciliation entre Palestiniens. Elle a indiqué qu'après l'adoption en 2015 du Programme de développement durable à l'horizon 2030, Israël et la Palestine doivent participer aux efforts pour réaliser les objectifs de développement durable.

L'Observateur permanent de l'État de Palestine auprès des Nations Unies, M. Riyad Mansour, a salué les efforts du Comité pour mettre fin à l'occupation et parvenir à la création d'un État de Palestine indépendant et souverain avec Jérusalem-Est comme capitale.

Saluant l'augmentation des activités du Comité dans le monde pour soutenir les efforts en vue de mettre un terme à l'occupation, il a déclaré qu'il n'y avait pas d'autres solutions que la solution des deux États.

Ce sont les États-Unis qui ont rédigé la résolution 1850 (2008) du Conseil de sécurité qui apporte « son soutien aux négociations lancées à Annapolis (Maryland), le 27 novembre 2007, exprime son attachement à l'irréversibilité des négociations bilatérales » et qui demande la solution des deux États; et la résolution 1515 (2003) qui « approuve la Feuille de route axée sur les résultats en vue d'un règlement permanent du conflit israélo-palestinien prévoyant deux États, établie par le Quatuor », a rappelé l'observateur palestinien.

« On ne peut pas changer de cap; il faut sauver la solution des deux États et mettre fin à l'occupation israélienne », a déclaré M. Mansour, ajoutant: « nous n'allons pas nous écarter de ces principes et nous ne relâchons pas les efforts pour cette solution et faire respecter la volonté de la communauté internationale ».

Après avoir entendu le bilan des activités menées en 2016, le Comité a adopté son programme de travail en 2017. Les manifestations internationales prévues cette année sont notamment l'organisation d'une table ronde régionale de la diaspora palestinienne en Amérique centrale, à Managua, au Nicaragua; la visite d'une délégation du Comité au Mexique et au Nicaragua et un séminaire de renforcement des capacités sur la coopération Sud-Sud et triangulaire dans le contexte de l'objectif de développement durable 17 sur « les partenariats sur la réalisation des objectifs », organisé en coopération avec la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, à Beyrouth.

Le Comité prévoit aussi une conférence internationale sur la question de Jérusalem, organisée en coopération avec l'Organisation de la coopération islamique (OCI), à Bakou, en Azerbaïdjan; une réunion de haut niveau des Nations Unies; un forum de la société civile pour marquer les 50 ans de l'occupation israélienne, au Siège de l'ONU, à New York, et la visite d'une délégation du Comité en Afrique de l'Est.

En 2017, le Comité continuera, avec le concours de la Division pour les droits des Palestiniens, à accroître et améliorer le programme de renforcement des capacités pour l'État de Palestine, en vue notamment d'aider le Gouvernement palestinien à édifier des institutions plus efficaces, plus responsables et plus transparentes et à appliquer le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Le Président du Comité et le représentant de la Turquie ont attiré l'attention des membres en ce qui concerne la situation financière de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) et les efforts en cours pour que l'Office ait suffisamment de moyens afin de s'acquitter de son travail important auprès des réfugiés palestiniens.

PALESTINIAN ISSUES

À l'intention des organes d'information • Document non officiel.

<https://www.un.org/press/fr/2017/agpal1384.doc.htm>